

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40758]

**20 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l’octroi d’indemnités compensatoires
dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 10;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d’administration publique wallonnes;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l’année budgétaire 2020;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu le rapport du 18 mars 2020 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 19 mars 2020;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2020;

Vu les lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l’urgence;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil national de sécurité qui s’est réuni les 10, 12 et 17 mars 2020;

Considérant l’article 191 du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d’une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu’un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d’adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l’OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l’OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l’OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l’économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l’urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu’il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d’ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s’avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s’étend au territoire de l’ensemble du pays; qu’il est dans l’intérêt général qu’il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l’ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion au niveau régional;

Considérant que la crise est de nature à ralentir l’activité économique sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu’il convient par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les entreprises;

Considérant que l’urgence est justifiée;

Sur proposition du Ministre de l’Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;
- 2° le Ministre : le Ministre qui a l’Economie dans ses attributions;
- 3° l’entreprise : la petite entreprise visée à l’article 3, § 3, du décret dont l’effectif d’emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l’article 2.2. de l’annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, la très petite entreprise visée à l’article 3, § 5, du décret et la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire;

- 4° les mesures contre le coronavirus COVID-19 : les mesures prises par le Conseil national de sécurité les 12 et 17 mars 2020 concernant le coronavirus COVID-19 et faisant l'objet des arrêtés ministériels des 13 et 18 mars 2020;
- 5° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;
- 6° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

Art. 2. La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un évènement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

Art. 3. Les indemnités compensatoires octroyées en vertu du présent arrêté sont octroyées conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Art. 4. Une indemnité compensatoire de cinq mille euros est octroyée à l'entreprise totalement fermée ou à l'arrêt en conséquence des mesures contre le coronavirus COVID-19 et active dans un secteur ou partie de secteur repris aux divisions et sous-classes suivantes :

- 1° 47 du Code NACE-BEL à l'exception du 47.20, 47.62 et 47.73 du Code NACE-BEL;
- 2° 55 du Code NACE-BEL;
- 3° 56 du Code NACE-BEL;
- 4° 79 du Code NACE-BEL;
- 5° 96 du Code NACE-BEL, à l'exception du 96.021.

Une indemnité compensatoire de cinq mille euros est octroyée à l'entreprise totalement fermée ou à l'arrêt en conséquence des mesures contre le coronavirus COVID-19 et active dans les secteurs suivants : autocars des transports services occasionnels repris aux divisions et sous-classes 49.390 du Code NACE-BEL; attraction touristique au sens des articles 110 et suivants du Code wallon du tourisme, activités foraines reprises aux divisions et sous-classes 93.211 du Code NACE-BEL.

Une indemnité compensatoire de deux mille cinq cents euros est octroyée à l'entreprise qui doit modifier ses jours de fermeture sans être fermée toute la semaine en application des mesures contre le coronavirus COVID-19 et active dans la sous-classe 96.021 du Code NACE-BEL.

L'indemnité compensatoire visée aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, ne peut être attribuée qu'une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

Le Ministre peut compléter les secteurs ou partie de secteur, visés à l'alinéa 1^{er}, 2 et 3, qui seraient ultérieurement impactés compte tenu des mesures contre le coronavirus COVID-19.

Art. 5. L'entreprise introduit auprès de l'Administration via un formulaire la demande d'indemnité compensatoire à partir du 27 mars 2020.

La demande d'indemnité compensatoire doit être introduite dans les soixante-jours suivants la date de fermeture totale ou partielle en application des mesures contre le coronavirus COVID-19, conformément à l'article 4.

Le Ministre détermine la forme et le contenu du formulaire ainsi que les modalités de gestion des demandes d'indemnité compensatoire.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets au 14 mars 2020 et cesse d'être en vigueur nonante jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/40758]

20. MÄRZ 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Ausgleichentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 19. März 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. März 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich am 10., 12. und 17. März 2020 versammelt hat;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und vorläufige Maßnahmen zu ergreifen;

Unter Berücksichtigung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 11. März 2020 das Coronavirus COVID-19 als Pandemie bezeichnet hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe gehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

In der Erwägung, dass sich die Gefahr auf das gesamte Staatsgebiet erstreckt; dass es im allgemeinen Interesse liegt, dass bei der Ergreifung von Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung konsequent vorgegangen wird, um deren Wirksamkeit zu maximieren;

In der Erwägung, dass die direkten oder indirekten Folgen der Krise somit ein Management auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Krise so geartet ist, dass sie die wirtschaftliche Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen kann;

In der Erwägung, dass folglich die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, um die Unternehmen zu unterstützen;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit begründet ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Betrieb: der in Artikel 3 § 3 des Dekrets erwähnte Kleinbetrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.2 des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union angeführt sind, der Kleinstbetrieb im Sinne von Artikel 3 § 5 des Dekrets und die natürliche Person, die hauptberuflich oder nebenberuflich eine berufliche Aktivität ausübt;

- 4° Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19: die Maßnahmen in Bezug auf das Coronavirus COVID-19, die am 12. und 17. März 2020 vom Nationalen Sicherheitsrat getroffen worden sind, und Gegenstand der Ministeriellen Erlasse vom 13. und 18. März 2020 sind;
- 5° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;
- 6° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

Art. 2 - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

Art. 3 - Die kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Ausgleichsentschädigungen werden gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen gewährt.

Art. 4 - Eine Ausgleichsentschädigung in Höhe von fünftausend Euro wird dem Unternehmen gewährt, das infolge der Maßnahmen gegen das Coronavirus COVID-19 vollständig geschlossen wurde und stillsteht und in einem Sektor oder Teil eines Sektors tätig ist, der zu den folgenden Klassen und Unterklassen gehört:

- 1° 47 des NACE-BEL-Codes mit Ausnahme der Nummern 47.20, 47.62 und 47.73 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 55 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 56 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 79 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 96 des NACE-BEL-Codes, mit Ausnahme der Nummer 96.021.

Eine Ausgleichsentschädigung in Höhe von fünftausend Euro wird dem Unternehmen gewährt, das infolge der Maßnahmen gegen das Coronavirus COVID-19 vollständig geschlossen wurde oder stillsteht und in den folgenden Sektoren tätig ist: Reisebusse der Gelegenheitsverkehrsleistungen nach den Klassen und Unterklassen 49.390 des NACE-BEL-Codes; touristische Attraktionen im Sinne von Artikel 110 ff. des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus, Schaustelleraktivitäten im Sinne der Klassen und Unterklassen 93.211 des NACE-BEL-Codes.

Eine Ausgleichsentschädigung in Höhe von zweitausendfünfhundert Euro wird dem Unternehmen gewährt, das in Anwendung der Maßnahmen gegen das Coronavirus COVID-19 seine Schließungstage ändern muss, ohne die ganze Woche geschlossen zu sein, und das in der Unterklasse 96.021 des NACE-BEL-Codes tätig ist.

Die Ausgleichsentschädigung nach Absatz 1, 2 und 3 kann in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt werden, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Der Minister kann die in Absatz 1, 2 und 3 genannten Sektoren oder Teile von Sektoren ergänzen, die in der Folge von den Maßnahmen gegen das Coronavirus COVID-19 betroffen wären.

Art. 5 - Das Unternehmen reicht den Antrag auf eine Ausgleichsentschädigung mittels eines Formulars ab dem 27. März 2020 bei der Verwaltung ein.

Der Antrag auf Ausgleichsentschädigung ist innerhalb von 60 Tagen nach dem Datum der vollständigen oder teilweisen Schließung im Rahmen der Maßnahmen gegen das Coronavirus COVID-19 gemäß Artikel 4 einzureichen.

Der Minister bestimmt die Form und den Inhalt des Formulars sowie die Modalitäten für die Bearbeitung der Anträge auf Ausgleichsentschädigung.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 14. März 2020 wirksam und tritt neunzig Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* außer Kraft.

Art. 7 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. März 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40758]

20 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 10;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het rapport van 18 maart 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 maart 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de bevoegde gefedereerde entiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die vergaderde op 10, 12 en 17 maart 2020;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat de WGO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de WGO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van alle landen verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de economische activiteit op het grondgebied kan vertragen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de nodige maatregelen te nemen om de ondernemingen te ondersteunen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister : de Minister van Economie;

3° onderneming : de kleine onderneming bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet waarvan het personeelsbestand en de financiële drempels degene zijn als bedoeld in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, de in artikel 3, § 5, van het decreet bedoelde zeer kleine onderneming en de natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent in hoofdberoep of bijkomend beroep;

- 4° de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 : de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 die de Nationale Veiligheidsraad op 12 en 17 maart 2020 heeft genomen en die het voorwerp uitmaken van de ministeriële besluiten van 13 en 18 maart 2020;
- 5° NACE-BEL-code : de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;
- 6° de Administratie : de “Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche” (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek).

Art. 2. De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

Art. 3. De krachtens dit besluit toegekende compensatievergoedingen worden toegekend overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Art. 4. Een compensatievergoeding van vijfduizend euro wordt toegekend aan de onderneming die volledig is gesloten of dit stilgelegd wordt als gevolg van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 en die actief is in een sector of een deel van een sector die deel uitmaakt van de volgende afdelingen en subklassen :

- 1° 47 van de NACE-BEL-code met uitzondering van 47.20, 47.62 en 47.73 van de NACE-BEL-code;
- 2° 55 van de NACE-BEL-code;
- 3° 56 van de NACE-BEL-code;
- 4° 79 van de NACE-BEL-code;
- 5° 96 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van 96.021.

Een compensatievergoeding van vijfduizend euro wordt toegekend aan de onderneming die volledig is gesloten of die stilgelegd wordt als gevolg van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 en die actief is in de volgende sectoren : autocars voor ongeregeld vervoer vermeld in de afdelingen en subklassen 49.390 van de NACE-BEL-code; toeristische aantrekkingspool in de zin van artikel 110 en volgende van het Waalse Toerismewetboek, kermisactiviteiten vermeld in de afdelingen en subklassen 93.211 van de NACE-BEL-code, organisatoren van evenementen.

Een compensatievergoeding van tweeduizend vijfhonderd euro wordt toegekend aan de onderneming die haar sluitingsdagen moet wijzigen zonder de hele week gesloten te zijn als gevolg van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 en die actief is in subklasse 96.021 van de NACE-BEL-code.

De in de leden 1, 2 en 3 bedoelde compensatievergoeding kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De Minister kan de in het eerste lid, 2 en 32, bedoelde sectoren of delen daarvan, die vervolgens zouden worden getroffen rekening houdend de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19, verder aanvullen.

Art. 5. De onderneming dient vanaf 27 maart 2020 de aanvraag voor een compensatievergoeding via een formulier in bij de Administratie.

Overeenkomstig artikel 4 moet de aanvraag voor een compensatievergoeding binnen zestig dagen na de datum van volledige of gedeeltelijke sluiting in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 ingediend worden.

De Minister stelt de vorm en de inhoud van het formulier alsook de beheersmodaliteiten van de aanvragen voor een compensatievergoeding vast.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 14 maart 2020 en houdt op van kracht te zijn negentig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS